



La portée des discours proférés par l'extrême droite

Séminaire du groupe syndical antifasciste (CCB – CEPAG Bruxelles) ■ Février 2024

Table des matières

Origines, discours et stratégies	3
Syndicalisme et extrême droite, entre haine et tentatives d'infiltration	5
Le discours social de l'extrême droite	6
Le syndicalisme fasciste	8
L'infiltration des syndicats	10
Statut de la femme, régression culturelle et instrumentalisation du féminisme	12
Les femmes au prisme des valeurs de l'extrême droite	12
L'exemple du nazisme dans les années 30	13
La lutte syndicale et féministe contre la droitisation.....	13
Ecologie et environnement dans le discours de l'extrême droite	15
Enseignement, culture : entre propagande et radicalité	18
Racisme et antisémitisme	19
Conclusions	20
Membres présents :	21

Parce que les idées d'extrême droite se répandent de plus en plus autour de nous, souvent de manière pernicieuse et toujours à travers mensonges et manipulations, nous devons nous mobiliser. C'est pourquoi le groupe syndical antifasciste du CEPAG Bruxelles a entrepris de se transformer en un groupe actif et acteur de changement.

En février 2024, le groupe s'est réuni trois jours pour débattre et échanger des points de vue sur les différentes thématiques centrales des discours de l'extrême droite, en poursuivant trois objectifs :

- 1. Comprendre les tenants et sensibiliser à la portée des discours proférés par l'extrême-droite.**
- 2. S'organiser pour devenir acteur de la lutte contre l'extrême droite.**
- 3. Participer au développement d'un manuel de déconstruction des idées d'extrême droite.**

I Origines, discours et stratégies

Pour rechercher les origines des discours racistes et identitaires que nous entendons, nous ne devons pas seulement faire appel à l'histoire, mais aussi à la sociologie et à la psychologie. Cette introduction ne se veut pas exhaustive, mais est destinée à vous donner des pistes de réflexion pour nourrir le travail collectif.

La notion d'identité est fondatrice des discours de droite radicale et d'extrême droite. Ils assignent aux uns et aux autres, en fonction de leur origine, de leur religion présumée, de leur statut social ou de leur genre, des identités réductrices. Ces assignations identitaires sont clivantes et meurtrières.

Dans l'Antiquité, ces identités opposaient citoyens et esclaves. Ces derniers étaient souvent des personnes extérieures à la communauté, et ce simple fait leur donne un statut inférieur. Toutefois, les citoyens constituaient une minorité : des hommes nés libres dans leur cité. Les femmes et les étrangers libres étaient également exclus de la citoyenneté. Cette différenciation entre sujets libres et non libres se retrouve au Moyen Âge, et sert de fondement au statut des esclaves durant la traite transatlantique, et plus tard dans les temps modernes, avec le servage puis le colonialisme. Le siècle des Lumières a rompu avec la notion de barbarie en promouvant le concept d'humanité universelle. Pour les principaux tenants de cet universalisme, les femmes n'en restaient pas moins exclues. L'émergence des romans nationaux au cours du XIX^{ème} siècle nous fait faire un pas en arrière, en opposant les identités nationales. Des origines communes aux nationaux sont invoquées, comme le mythe de « nos ancêtres les Gaulois » ou celui de Arminius, ce Germain ayant combattu les troupes de César, sans oublier Ambiorix en Belgique. Ces identités nationales ont causé de grands ravages, particulièrement durant les guerres de la fin de XIX^{ème} et de la première moitié du XX^{ème}. L'extrême droite se nourrit de ces discours nationaux, qui font un retour inquiétant.

Si le fascisme est une des conséquences de l'industrialisation chaotique de l'Italie au début du XX^{ème} siècle, son retour aujourd'hui est fortement lié au processus inverse de la désindustrialisation brutale des économies occidentales. Son discours donne des éléments de réponse aux exclus, victimes des mutations de l'économie. Ces périodes disruptives nourrissent le rejet des élites politiques, économiques et sociales, l'antiparlementarisme, la xénophobie et la violence politique.

Le fascisme oppose l'idéal corporatiste à la société libérale. Contre cette société du chacun pour soi et du tous contre tous, le corporatisme propose une perspective rassurante dans laquelle chacun a sa place dans le processus de production.

Le fascisme rejette également toute idée de solidarité, qu'elle soit liée à l'égalité des genres, aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées et aux migrants.

La question migratoire est, par essence, un élément central des discours fascistes, évoquant l'étranger, le barbare, l'ennemi. Ce sont des boucs émissaires tout choisis, pour déplacer, expurger, sur les autres toute la violence des transformations économiques que les travailleurs subissent, de l'effondrement de l'état social et de la carence des services publics.

Enfin, la religion a, de tout temps, servi d'argument pour justifier et amplifier le rejet de l'autre, de celui qui pense et vit autrement.

Nous vivons aujourd'hui dans une ville cosmopolite, aux innombrables identités et de plus de 150 nationalités. Cette diversité représente une chance, une source de progrès humain qu'il faut saisir. Si les cadres internationaux constituent une classe à part de nantis, de nombreux hommes et femmes vivent de leur force de travail et contribuent, par leur labeur, à l'essor de la ville. Nous devons opposer aux tentations fascistes les solidarités ouvrières qui fondent notre engagement syndical. Ces solidarités ne connaissent pas ni frontières, ni distinctions d'origine, de genre ou de religion. Ensemble, nous serons toujours plus forts.

Syndicalisme et extrême droite, entre haine et tentatives d'infiltration

En France, les employés, les ouvriers et les travailleurs sans emploi constituent le cœur de l'électorat du Rassemblement National et de Marine Le Pen. Ainsi, au second tour des dernières élections présidentielles françaises, 67 % des ouvriers ont préféré voter pour elle plutôt que pour Emmanuel Macron. Plus alarmant encore, une part non négligeable de personnes se définissant comme étant de gauche ont voté pour Le Pen face à Macron (41 % des sympathisants de la France Insoumise se sont rabattus sur elle au deuxième tour). Il est donc pertinent de se demander comment une part si importante de la classe travailleuse s'est-elle tournée vers l'extrême droite ?

Il existe une multitude de facteurs qui peuvent expliquer cette progression :

- **Crise économique** : « Le fascisme n'est rien d'autre que le capitalisme quand il a perdu ses freins. »¹
- **Crise démocratique** : réorganisation partisane de la société avec une lutte au sein de la bourgeoisie pour prendre le pouvoir, « affaires² », etc.
- **Crise sociale**, incarnée notamment par celle de la gauche.

Les partis socialistes européens ont progressivement embrassé la « troisième voie » de Tony Blair, au détriment de la classe travailleuse. Historiquement, les partis de gauche étaient des partis de masse, qui jouaient un rôle important dans l'émancipation des travailleurs à travers leurs formations et par leur place dans les organes décisionnels des formations politiques, ils sont devenus des partis de cadres. Comment ? Si le Parti des ouvriers de Belgique (P.O.B.) n'a jamais été un parti révolutionnaire, il a progressivement abandonné son idéal de réformes, appuyées par la rue, pour le jeu parlementaire³.

Par-là, il a dû étendre son électorat en flattant les classes moyennes qui se sont installées petit à petit dans le parti à la place de l'électorat historique de la gauche. Cette stratégie, défendue notamment par l'association Terra Nova en France, conseille au PS de se concentrer sur un électorat plus diplômé et de laisser les ouvriers à l'extrême droite.

Ces changements participent au tournant socio-libéral qu'ont pris ces quarante dernières années tous les partis socialistes traditionnels d'Europe, avec non plus la défense de l'État social, mais celui de l'État social actif. Cela explique en partie pourquoi les travailleurs sont de moins en moins enclins à voter pour les partis socialistes. Dit autrement, la crise de la gauche profite aujourd'hui à l'extrême droite qui adapte de plus en plus son discours pour séduire les « fâchés pas fachos ».

¹ Horkheimer, Max. « Pourquoi le fascisme ? » Esprit, no. 17 (5), 1978, pp. 62–78.

² Ainsi, alors que les Portugais votent le 10 mars aux législatives, les dernières affaires de corruption - tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique - profite au nouveau parti d'extrême droite Chega (2019) que les sondages annoncent troisième aux législatives. En Wallonie, région touchée par de nombreuses « affaires » (Greffier, Nethys, Publifin), seulement 40% de la population dit avoir confiance dans les institutions politiques.

³ Mateo Alaluf « Le socialisme malade de la social-démocratie ».

Le discours social de l'extrême droite

Les crises économiques successives en Belgique et en Europe ont ouvert des brèches à l'extrême droite, au sein du mouvement ouvrier.

Certaines organisations d'extrême droite ont pris un tournant stratégique en mettant en avant des thématiques sociales, parfois même au détriment de leurs discours racistes - brouillant par-là les frontières entre gauche et droite, travail et capital. Ce phénomène, loin d'être nouveau, s'illustre par divers exemples historiques : du fascisme syndicaliste de Mussolini au plagiat des tracts du PCF par les premiers élus du Front national dans le Nord de la France, et même l'organisation d'une activité le premier mai 1996 par le Vlaams Belang (VB), l'extrême droite a toujours eu besoin des masses, et donc, des travailleurs pour s'établir et prospérer.

Pour ce faire, l'extrême droite a agi sur plusieurs fronts : en discourant en faveur des intérêts de la classe travailleuse, mais aussi en s'intéressant de près aux syndicats avec plus ou moins de réussite et, comme nous le verrons, avec des pratiques contradictoires ; une sorte de relation amour-haine, tiraillé entre la haine de la gauche et l'intérêt qu'elle porte à la classe travailleuse.

En faisant évoluer son discours vers des enjeux sociaux, l'extrême droite doit faire face à une contradiction fondamentale : servir l'intérêt du patronat – qui la soutient notamment sur les plans financiers et médiatiques – tout en s'affichant comme un parti de classe. Cette contradiction est particulièrement visible lorsque l'on observe les différences entre ses discours et les réformes votées ou appliquées par l'extrême droite.

« Les personnes dans le besoin ne reçoivent pas souvent le soutien dont elles ont besoin et auquel elles devraient en réalité avoir droit. Beaucoup de gens reçoivent une pension après une vie de dur labeur qui ne suffit même pas à couvrir leurs dépenses quotidiennes. Les personnes handicapées ayant légalement droit à un soutien se retrouvent souvent sur liste d'attente. De même pour ceux qui cherchent un logement social abordable. Malgré toutes les promesses, les chiffres de la pauvreté sont alarmants. Un avenir abordable. L'augmentation du coût de l'énergie et les mesures d'austérité des gouvernements ont rendu la vie des Flamands considérablement plus chère, voire inabordable pour certains. Nos citoyens d'abord. Le Vlaams Belang défend une sécurité sociale solide et un filet de sécurité sociale fort pour notre pays !»⁴.

Le VB défend une hausse des pensions, une réduction des coûts énergétiques, la fin des mesures d'austérité ainsi que le renforcement de la sécurité sociale et de l'assistance sociale. En soi, un discours qu'Ecolo, le PS ou le PTB auraient pu tenir.

Cette façade sociales disparaît rapidement lorsqu'on examine leurs pratiques politiques réels. Prenons l'exemple des votes du Vlaams Belang et du Rassemblement National.

De manière non-exhaustive, on peut noter que :

⁴ Extrait du site du Vlaams Belang.

- Alors qu'ils affirment défendre le pouvoir d'achat et les salaires, les élus du Vlaams Belang (VB) au Parlement fédéral ont durci la loi de 1996 en votant, en 2017, pour la rendre contraignante, à l'instar du reste de la droite belge. On peut également noter qu'en 1996, ils avaient voté contre cette loi, estimant qu'elle n'allait pas assez loin dans la défense du capital face au salariat.
- Le VB, tout en défendant l'augmentation du salaire minimum et la fin du dumping social, a pourtant voté, en 2022, contre la première au Parlement européen, empêchant ainsi une réduction du second.
- Le VB défend la réduction de l'âge légal de la pension, de 67 à 65 ans, ainsi qu'une hausse du montant. Parallèlement, ses élus défendent le système de pension à points, qui pénalise les faibles revenus, notamment les temps partiels et, donc les femmes, ainsi que l'allongement du temps de carrière pour financer le coût du vieillissement.
- Le VB se positionne également en faveur d'une justice fiscale. Or, au Parlement européen, ses élus ont voté contre l'instauration d'une liste noire des paradis fiscaux européens, contre la création d'un cadastre des impôts payés par les multinationales et contre la taxe « corona » visant les plus fortunés.
- En 2017, le VB a voté pour la chasse aux malades de longue durée, permettant leur licenciement sans préavis ni indemnités si déclaré inapte par la médecine du travail.
- En France, tout en menant campagne sur la question du pouvoir d'achat, le RN a voté contre l'augmentation des salaires bruts des travailleurs.
- Le RN a également voté contre la hausse du SMIC (alors que 84% des électeurs du RN souhaitent le contraire). En revanche, ses élus ont proposé de diminuer les cotisations patronales.
- Concernant les impôts, le RN favorise les grandes fortunes et multinationales, défendant la suppression des cotisations foncières des entreprises et les impôts de production. Le parti souhaite également supprimer l'impôt sur la fortune immobilière et s'est abstenu lors du vote sur la suppression de l'ISF.
- A propos du pouvoir d'achat, bien que 93 % des électeurs du RN souhaitent le blocage des prix, le parti a voté contre cette mesure à l'Assemblée nationale.
- En ce qui concerne les traités de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis, le RN s'est systématiquement abstenu de participer aux votes au Parlement européen.

Le Vlaams Belang et le Rassemblement National défendent donc des positions pro-patronales dans les différents parlements où ils siègent. Lorsque l'extrême droite accède au pouvoir, les choses ne sont pas différentes :

- En 2018, Viktor Orban a permis aux employeurs de demander jusqu'à 400 heures supplémentaires annuelles à leurs employés, payables trois ans plus tard.
- Le premier mai 2023, Georgia Meloni a promulgué une loi supprimant le revenu de citoyenneté, équivalent du Revenu d'Intégration Sociale (RIS).
- Jair Bolsonaro a amplifié la destruction de l'Amazonie en autorisant les multinationales à s'y étendre au détriment des indigènes et, plus largement, de la population brésilienne et des syndicats qui s'y sont opposés.
- Javier Milei, à peine arrivé au pouvoir, a proposé un vaste programme de dérégulation économique, entraînant la grève générale la plus rapide jamais déclenchée contre un président argentin.

Par conséquent, tandis qu'une partie de l'extrême droite tend à se positionner sur des enjeux socio-économiques, on observe néanmoins que, dans la pratique, celle-ci reste opposée aux intérêts des travailleurs.

Cela révèle une contradiction fondamentale que l'extrême droite exploite : s'adresser à la classe travailleuse tout en défendant les intérêts de la bourgeoisie⁵. Cette contradiction transparaît également dans la relation ambivalente que l'extrême droite entretient avec les organisations syndicales.

Le syndicalisme fasciste

L'extrême droite s'est construite - et continue de se construire - contre les Lumières, puis contre les communistes et les organisations ouvrières. Elle a toujours attaqué - et continue d'attaquer - de manière extrêmement violente, les militants de gauche, se transformant parfois en milices antisyndicales, en police politique ou en briseurs de grève et d'oppositions sociales.

En même temps, l'extrême droite ne peut se couper totalement des syndicats car elle dépend du soutien de la classe travailleuse pour mener à bien ses projets et qu'une partie influente de cette classe y est organisée. Elle a donc dû diversifier ses tactiques vis-à-vis des syndicats : répressions, divisions, infiltrations ou encore créations de syndicats propres. Ces organisations d'extrême droite recourent à tout un arsenal pour gagner les faveurs des travailleurs, tout en conciliant des tactiques parfois contradictoires.

George Sorel, métaphysicien du syndicalisme, fut l'un des premiers contributeurs au syndicalisme fasciste dans les années 30. Venant d'une tendance syndicaliste révolutionnaire, il abandonne progressivement le socialisme au profit du fascisme. Il plaide alors pour associer le nationalisme italien au syndicalisme, un mouvement qui sera suivi après la Première Guerre mondiale par la majorité des syndicats italiens.

Si George Sorel l'a théorisé, Mussolini fut l'un des premiers à combiner fascisme et syndicalisme. Issu de la gauche, dont il a gardé le vocable, Mussolini réinterprète Marx à la manière de Sorel et défend l'idée que la révolution sociale n'est pas la lutte des classes, mais le productivisme corporatiste au service de la nation, où patrons et travailleurs prennent les décisions ensemble. Pour lui, les syndicats ont donc un rôle important à jouer sous le régime fasciste. Ainsi, en 1922, il place Rossoni au poste de secrétaire général de la Confédération générale des corporations syndicales fascistes qui, en 1928, compte environ 3 millions d'affiliés. Dès ses débuts, le fascisme s'est donc intéressé de très près aux syndicats, Rossoni défendant même le rôle avant-gardiste de ces organisations dans la révolution fasciste.

A l'aune de l'histoire, on peut donc observer que l'extrême droite entretient une relation beaucoup plus ambivalente qu'on le pense à l'égard des syndicats. En effet, parallèlement à la répression par les armes ou par la loi, l'extrême droite crée et infiltre les syndicats avec plus ou moins de succès.

⁵ On peut noter, par exemple, que le VB est soutenu par des lobbies comme Pro Flandria qui rassemblent des patrons flamands, des universitaires et des journalistes d'extrême droite.

La création de syndicats par l'extrême droite s'appuie généralement sur une critique des syndicats actuels – jugés trop politiques, pas assez représentatifs de la société, ou encore saboteurs de l'économie. En France, par exemple, cette critique des syndicats par l'extrême-droite se focalise sur le fait que ceux-ci, en soutenant l'immigration, nuisent aux travailleurs français, mais aussi que les syndicats ne veulent plus de dialogue social et que les actions telles que la grève sont des entreprises de sabotage de l'économie française.

De là, le Rassemblement national (RN) avance une solution - suivie, comme nous allons le voir, par d'autres organisations d'extrême droite : changer la législation pour permettre la création de nouveaux syndicats. L'objectif est de s'attaquer aux lois de la représentativité syndicale afin de faciliter l'émergence de nouveaux syndicats autonomes, plus proches de leurs idées, et de contribuer ainsi à la division du mouvement ouvrier.

En attendant un tel changement, le RN a déjà pris l'initiative de créer ses propres structures syndicales. Dans les années 1990, ils ont ainsi fondé le *Syndicat Front National*, qui englobait plusieurs secteurs : la police (*FN Police*), les transports en commun (*FN RATP, FN-TCL*), les prisons (*FN-Pénitentiaire et Force nationale pénitentiaire*), la poste (*FN Poste*), l'enseignement (*Mouvement pour un enseignement national*) et même les locataires des HLM (*FN des locataires des HLM*). Ces centrales syndicales n'ont toutefois jamais connu une véritable percée, notamment en raison de la lutte menée contre elles par les syndicats représentatifs et des lois françaises qui, jusqu'ici, ont freiné l'émergence de petits syndicats.

Précédemment, nous avons évoqué que le syndicalisme fasciste est arrivé avec Mussolini. Cependant, c'est en France que l'on retrouve le premier syndicat réactionnaire, proche de ce que sera ensuite le syndicalisme fasciste. En effet, en 1902, la *Fédération Nationale des Jeunes de France* est créée à la suite d'une loi permettant aux patrons de constituer leurs propres organisations ouvrières. Le syndicalisme jaune se définit alors par une tentative de fédérer autour de la collaboration de classe et l'antisémitisme. Plus tard, en 1930, le *Parti Social Français*, (héritier des *Croix-De-Feu*, une association d'anciens combattants) promeut la création de syndicats d'extrême droite. Cette initiative s'accompagne d'un activisme violent sur le terrain, visant à s'attaquer aux autres syndicats.

Après la Seconde Guerre mondiale, d'anciens soutiens du régime de Vichy poursuivent cette stratégie. En 1948, ils fondent la *Confédération Générale des Syndicats Indépendants* (CGSI), organisée principalement autour de l'anticommunisme.

En Belgique, le *Vlaams Blok*, devenu le *Vlaams Belang*, a tenté de présenter ses propres listes de candidats aux élections sociales en créant une cellule syndicale au sein du parti. Ces plans ont échoué, et nous pouvons nous demander si l'annonce de ces listes électorales n'était pas avant tout une opération stratégique visant à affaiblir les syndicats plutôt qu'une véritable tentative de percée dans les élections sociales.

Néanmoins, en 2011, le *Vlaamse Solidaire Vakbond* (VSV), un syndicat d'extrême droite se réclamant du nationalisme flamand, a été fondé. Bien qu'il se déclare indépendant des partis politiques, plusieurs membres de la NV-A siègent néanmoins dans son conseil d'administration. Ici encore, la lutte syndicale menée contre l'extrême droite, ainsi que la législation belge, ont empêché ce syndicat, qui compte moins de 50.000 membres, de présenter de candidats aux élections sociales.

Dans d'autres pays européens voisins, l'extrême droite tente toujours de s'implanter sur les lieux de travail. En Allemagne, le groupe d'extrême droite *Zentrum Automobil* (ZA) a déposé des listes aux élections sociales, réussissant à faire élire plusieurs de ses membres dans les usines Daimler. ZA se présente comme une force contraire au syndicat classique « établi » et prétend défendre les « travailleurs ordinaires ». Selon des militants syndicaux concernés, ce groupement communique de manière très agressive et affirmée lors des réunions du personnel, mais adopte plutôt une attitude passive, voire apathique, dans les organes de consultation à huis clos.

En 2020, le parti d'extrême droite espagnol Vox a créé son propre syndicat : *Solidaridad* (SPDSTE), affirmant vouloir « défendre tous les Espagnols contre la nomenclature communiste et les puissants intérêts mondialistes ». Ce syndicat entretient des liens étroits avec le principal syndicat de la police espagnole : JUPOL. *Solidaridad* défend des mesures telles que la réduction des financements des syndicats, la diminution du nombre de délégués en entreprise, la fin de l'immigration et un contrôle financier.

Par ailleurs, l'extrême droite cherche également à restreindre les libertés syndicales en contrôlant les financements des syndicats. En Belgique, cela se passe notamment par la volonté de ces partis d'attribuer une personnalité juridique aux syndicats, ce qui permettrait de les poursuivre en justice et de réduire leurs financements.

Le syndicalisme d'extrême droite s'est depuis longtemps inscrit dans le paysage politique des milieux étudiants, notamment en France, mais également en Belgique, particulièrement en Flandre. En France, en réaction au mouvement de Mai 68, d'anciens militants d'Occident fondent le Groupe union défense (GUD), un syndicat étudiant réputé pour sa violence. Aujourd'hui, différentes organisations étudiantes, telles que les Zouaves Paris et le Bastion social, sont considérées comme ses héritières. Bien que dissous par le gouvernement français, le GUD a relancé ses activités en 2022. Plus présentable, la Cocarde Étudiante, fondée en 2015, occupe actuellement la moitié du territoire français, bien qu'elle n'ait obtenu aucun siège lors des dernières élections.

En Belgique, l'extrême droite wallonne manifeste depuis plusieurs années une volonté de s'implanter sous la forme de syndicats étudiants, notamment avec *Jeunes Nations*. Les *Jeunes de Chez Nous* sont également présents dans certaines universités, en particulier à Liège. En Flandre, toutefois, l'influence de l'extrême droite est plus marquée, s'exprimant principalement à travers des cercles étudiants.

L'infiltration des syndicats

Souvent, faute de disposer des forces nécessaires pour créer leurs propres structures, les organisations d'extrême droite ont privilégié l'infiltration des syndicats – une stratégie qui a connu des succès variables.

En France, deux grandes tentatives d'infiltration de syndicats par l'extrême droite méritent d'être soulignées, visant à influencer sur leur orientation et à recruter dans la classe travailleuse. En 1936, la tendance dite "Syndicats" voit le jour au sein de la CGT. Rassemblant des anticommunistes, cette tendance s'organise autour de deux axes principaux :

1. La défense de l'indépendance syndicale contre la « colonisation communiste », en réponse à l'augmentation de l'influence des communistes au sein de la CGT.
2. Un pacifisme ambigu, utilisé pour justifier la non-intervention du gouvernement Blum en soutien à l'Espagne républicaine. Ce pacifisme a également servi à légitimer l'annexion de l'Autriche-Hongrie et de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie.

En outre, dans les mouvements sociaux, cette tendance se différencie du reste de la CGT par la défense « d'un syndicalisme constructif » qui n'exclurait pas la collaboration avec le patronat.

Bien que relativement méconnue, la tendance « Syndicats » a exercé une influence significative au sein de la CGT. Lors du Congrès Fédéral de la CGT en 1938, les motions qu'elle défend recueillent plus d'un tiers des votes, représentant 865 000 syndiqués, soit un cinquième des effectifs de la CGT.

Cette tendance prend fin avec le régime de Vichy, lorsque René Belin⁶, l'un de ses membres éminents, accepte d'entrer au gouvernement. D'abord nommé ministre de la Production industrielle, il devient ensuite secrétaire d'Etat au travail. A ce poste, il recrute de nombreux anciens membres de "Syndicats" pour l'entourer.

René Belin est également celui qui signe, en 1940, la dissolution des confédérations syndicales et patronales, avant de promulguer la Charte du travail en 1941. Cette dernière instaure un modèle corporatiste avec la mise en place :

1. D'un syndicat unique et obligatoire ;
2. De l'interdiction de grève ;
3. De « comités mixtes sociaux », prônant une collaboration entre patrons et travailleurs.

A la fin de la guerre, les militants de « Syndicats » participèrent à la naissance du syndicalisme indépendant avec notamment la création de la Confédération Générale des Syndicats Indépendants (CGSI).

La deuxième tentative majeure de l'extrême droite française pour infiltrer le syndicalisme est plus récente. Elle concerne l'ancien Front National et sa volonté d'infiltrer le syndicat Force Ouvrière (FO). Cette stratégie a été notamment préconisée par Florian Philippot, l'un des stratèges du tournant social du FN. Il n'hésitera pas à déclarer que « Chez Force ouvrière, ils sont ouverts et respectueux ».

Par ailleurs, le collectif Racine, qui est une émanation du RN en matière d'éducation, a officiellement soutenu Force ouvrière lors des élections sociales en 2014. Cette stratégie a permis à l'extrême droite de progresser au sein de la classe travailleuse. En effet, depuis 2012, on observe une sympathie de plus en plus marquée des adhérents de FO envers le Front national, avec une augmentation de 10 points par rapport aux autres centrales syndicales.

Pourquoi spécifiquement infiltrer Force Ouvrière (FO) ? Tout d'abord, contrairement aux autres syndicats, FO ne s'est pas clairement positionnée contre l'extrême droite. Par exemple, aucune sanction n'est prévue à l'encontre des syndicalistes FO qui figurent sur les listes du Front National.

⁶ Figure de ce courant.

Ensuite, la structure de ce syndicat est extrêmement décentralisée, ce qui offre une grande marge de manœuvre aux sections locales. Enfin, il a toujours existé des militants d'extrême droite au sein de FO, dont le rôle est d'influencer la ligne syndicale.

Née en 1947 d'une scission au sein de la CGT, FO a rassemblé dès le départ tous ceux qui s'opposaient aux communistes : socialistes, trotskistes, anarcho-syndicalistes, mais également des militants d'extrême droite. Ces derniers, avec les anarchistes, ont milité pour faire de FO un syndicat centré uniquement sur les questions économiques. Cette stratégie d'entrisme est visiblement encore soutenue au sein du FN, qui a créé le « Cercle Front Syndical » pour assurer la défense des militants et candidats membres d'un syndicat.

Ce phénomène n'est bien sûr pas limité à la France. En Pologne, par exemple, le syndicat *Solidarność* a pris un tournant national-conservateur chrétien. Par exemple, il participe aux luttes contre l'émancipation des femmes et des personnes LGBT. En Italie, nous trouvons le petit syndicat de droite *Unione Generale del Lavoro* (UGL), qui entretient des liens avec la Lega (Ligue du Nord). L'UGL se définit comme étant intéressé uniquement par les questions syndicales « classiques » et a la réputation, dans sa pratique syndicale, d'être aligné sur le patronat et la politique de la Lega. Meloni en a d'ailleurs fait son interlocuteur social privilégié depuis qu'elle est au pouvoir.

Statut de la femme, régression culturelle et instrumentalisation du féminisme

Les femmes au prisme des valeurs de l'extrême droite

Les partisans de l'extrême droite traditionnelle se caractérisent par un nationalisme fondé sur le rejet de l'étranger. Dans leur vision, le monde et les sociétés sont « naturellement » hiérarchisés, avec, tout aussi naturellement, une hiérarchie des races avec ou sans couleur ainsi qu'une division entre riches et pauvres. La propriété privée est sacralisée et se transmet uniquement par le biais de l'héritage familial. La vision de la famille est pensée sur le même modèle hiérarchique patriarcal et autoritaire : c'est l'institution première dans laquelle on apprend l'allégeance et la soumission à l'ordre établi. Les différences entre les sexes sont naturalisées et essentialisées ; les femmes sont assignées à la reproduction (éducation et soins aux enfants) comme à un destin et le travail domestique est « naturellement » bénévole et, donc, gratuit. Dans le cas où la femme travaille, son activité professionnelle est considérée comme une activité d'appoint ou de remplacement, ce qui justifie des droits inégaux et un salaire moins élevé. Le marqueur central de l'extrême droite traditionnelle est l'inégalité « naturelle ».

Actuellement, nous observons en Europe et dans le monde des mutations de l'extrême droite traditionnelle, vers une « nouvelle » droite, devenue néolibérale. Cette nouvelle extrême droite a arrondi certains angles, notamment en ce qui concerne l'acceptation de l'égalité en droits des femmes et des hommes. Toutefois, cela se traduit souvent par une concession à l'égalité pour certaines femmes, notamment celles de niveau supérieur ou blanches, mais pas pour toutes les autres femmes de la planète. Les positions de l'extrême droite ont évolué vers une certaine liberté en

matière de mœurs, la reconnaissance de la liberté de choix individuel et une ouverture à l'acceptation des minorités sexuelles par certains partis politiques. Cependant, ce soutien à certaines revendications égalitaires relève davantage d'une stratégie pragmatique d'adaptation au contexte social que d'un véritable engagement. Ce que nous constatons, en réalité, est une instrumentalisation de ce discours dans le but de stigmatiser d'autres groupes minoritaires. Il s'agit d'un focus purement idéologique et identitaire, sans véritable reconnaissance des inégalités structurelles dans la société, l'économie, le monde du travail ou le capitalisme dans sa mutation néolibérale.

L'exemple du nazisme dans les années 30

Sous le nazisme en Allemagne, le régime vantait une vision des femmes résumée par les 3K (*Kinder, Küche, Kirche* – *Enfants, Cuisine, Eglise*), qui illustrait sa volonté de cantonner les femmes au rôle de mère, de femme au foyer et de reproductrice de la race aryenne. Afin de mettre en place cette politique, le régime excluait les femmes du marché du travail en limitant leur accès à la formation et en les orientant vers les « arts » ménagers (famille, enfant, foyer). En 1936, certaines professions ont été interdites aux femmes diplômées telles que médecin, magistrat ou avocat, tout en valorisant le rôle de la mère de famille. Le nazisme a ainsi glorifié les mères au foyer et les familles nombreuses en décernant une médaille patriotique à partir de quatre enfants. Ce type de médaille a également existé dans d'autres pays, comme en France sous le régime fasciste de Pétain (Travail, Famille, Patrie), qui attribuait des médailles aux mères de familles nombreuses et exécutait les « faiseuses d'anges ».

Sous le régime nazi, les femmes n'avaient souvent accès qu'à des tâches administratives subalternes et sans fonction décisionnelle ou conférant un quelconque pouvoir. Le nazisme a développé des politiques natalistes et, dès 1935, des programmes de production de masse pour une « race pure » d'Aryens, notamment en créant les Lebensborn en Allemagne et dans d'autres pays occupés. Les Lebensborn étaient des maternités ou pouponnières où des femmes, consentantes ou contraintes, accouchaient d'enfants conçus avec des soldats allemands, ces enfants étant offerts au régime nazi. De 1942 à 1944, deux Lebensborn ont existé en Belgique : l'un à Wegimont dans la commune de Soumagne, et le second à Wolvertem, dans la commune de Meise.

La lutte syndicale et féministe contre la droitisation

Les médias les plus populaires ont, durant plusieurs années, servi de relais à une droite et à un patronat de plus en plus arrogants dans leur remise en cause des droits syndicaux. Cependant, depuis quelques mois, nous observons un léger changement d'état d'esprit au sein de la presse, face aux différents mouvements populaires mobilisés en dehors des syndicats sur des questions partiellement similaires.

Les partis néo-conservateurs se nourrissent des ressorts les plus puissants de notre psychologie humaine. Ils instrumentalisent le sentiment d'insécurité ainsi que la perte de statut et d'identité,

qui touchent un nombre croissant de groupes au sein de la population. De plus, certaines personnalités malfaisantes issues de la classe moyenne, sensibles à des discours opposant le « nous » aux « eux », transforment la colère des gens contre le système en une colère contre les minorités. Elles mettent en avant le danger que représentent « eux » (réfugiés, migrants ou autres minorités) contre « nous ». Finalement, ce type de discours polarisant nuit à la cohésion de la société.

La formation politique reste un des enjeux majeurs pour contrer la poussée des populistes et de l'extrême droite, qui sont très actifs sur internet et sur les réseaux sociaux. Les nouvelles organisations du travail (télétravail, management, etc.) ont développé et exacerbé l'individualisme des travailleurs, rendant plus difficile l'échange autour de nos positions et la mobilisation. Nous devons veiller à occuper également l'espace de la communication numérique et à fournir des efforts pédagogiques. Nos valeurs doivent être rappelées, réappropriées par les travailleurs et remises au premier plan. Par exemple, on parle souvent du coût de l'accueil des migrants, alors qu'il est sans commune mesure avec le coût de la fraude fiscale ! Le syndicat ne doit pas hésiter à entamer le dialogue avec ceux qui nous sont opposés. Nous devons reprendre l'habitude de la confrontation d'idées.

On observe dans la pratique que la droite ne défend qu'un féminisme de pure forme. En réalité, leurs politiques visent principalement les revenus et les droits des femmes travailleuses et allocataires sociaux, comme la suppression de l'allocation de garantie de revenu (AGR) et la diminution des droits des cohabitants et les périodes assimilées. Les propositions visant à promouvoir davantage l'égalité des genres sont bloquées, qu'il s'agisse du renforcement de la loi de 2012 ou des droits en cas de maternité.

La question des droits des femmes prend de plus en plus d'importance, notamment en raison de l'augmentation du nombre de femmes seules avec enfants et de l'accroissement de la pauvreté dans ces familles monoparentales. Nous restons toutefois persuadés que les syndicats constituent un rempart efficace contre l'avancée des idées d'extrême droite. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'extrême droite est davantage présente dans des pays où le taux de syndicalisation est bas, et qu'elle s'en prenne aux syndicats. Le groupe fasciste flamand « Schild en Vrienden » s'attaque également ouvertement aux syndicats ainsi qu'aux féministes.

Écologie et environnement dans le discours de l'extrême droite

Parmi les éléments de discours des partis d'extrême droite actuels⁷, on remarque, dans certains cas, une attention portée à la défense de l'environnement. Dans un contexte où la préservation des ressources planétaires et la lutte contre le réchauffement climatique consistent des enjeux sociétaux majeurs, il convient d'être attentif à la portée des discours relatifs à ces questions.

Les courants et arguments d'extrême droite qui se revendiquent d'une prétendue défense de l'environnement sont variés. Ils vont d'une écologie identitaire et autoritaire, s'approchant du concept d'« écofascisme », à un simple greenwashing électoral. L'objectif ici n'est pas de décrire ces courants en détail, mais plutôt de mettre en avant les éléments de discours « écologistes » qui peuvent véhiculer des valeurs de rejet et d'exclusion.

Il est important de rappeler que, dans la majorité des cas, les politiques d'extrême droite réellement mises en œuvre ont eu des effets néfastes sur l'environnement, au sens large.

Les exemples dans le monde entier sont (malheureusement) nombreux, voici une sélection :

- **Brésil, Jair Bolsonaro** : Accélération de la déforestation, assouplissement des règles de restriction au développement des terres indigènes, convergences politiques anti-environnementales et « anti-indigènes », démantèlement des politiques de protection de l'environnement.
- **Etats-Unis, Donald Trump** : Politiques de déréglementation environnementale, autorisations d'extraction de combustibles fossiles sur des terres fédérales protégées (par exemple, en 2021, mise en vente aux enchères de forages de pétrole et gaz dans certaines parties de la Réserve nationale naturelle de l'Arctique) et retrait des accords de Paris.
- **Pologne, Andrzej Duda** : Développement de l'industrie du charbon, déforestation, sortie du Green Deal, ...
- **Turquie, Recep Tayyip Erdogan** : Développement de mégaprojets énergivores tels que le nouveau tunnel construit sous le Bosphore, le nouvel aéroport à Istanbul et le projet de doubler le détroit du Bosphore en construisant le canal Istanbul, une voie d'eau artificielle de 45 km.
- **Suède** : Malgré des ambitions historiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique, l'élection d'un Premier ministre de centre droit avec le soutien de l'extrême droite en octobre 2022 a changé la donne. Un premier signal d'alarme : le ministère de l'Environnement a été placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de l'Énergie.

Voici ensuite un rapide décryptage des arguments présents dans certains discours de mouvements d'extrême droite⁸ :

1. **Une approche démographique de l'écologie** : Un premier argument, d'inspiration malthusienne, est celui de la surpopulation comme cause du dérèglement climatique. Cet argument cible principalement les populations du Sud, en raison de leur taux de natalité plus élevé, et

⁷ A noter que l'appropriation de discours relatifs à la protection de la « nature » par les partis d'extrême droite n'est pas une nouveauté, mais l'objectif ici n'est pas d'analyser cet historique mais de nous concentrer sur les discours actuels.

⁸ Le texte qui suit est une reproduction de l'article de Juliette Léonard publié dans la revue « Camarade » de janvier 2023 (<https://camarade.be/ecologie-et-extreme-droite-incompatibles/>) Cet article a servi de base pour les discussions menées lors de l'atelier.

repose sur une vision erronée des ressources. En réalité, le problème n'est pas le manque de ressources mais leur mauvaise répartition, conséquence du capitalisme. Ainsi, cet argument est chargé de racisme et véhicule une image pessimiste de l'humain en tant que "parasite".

2. **Le retour à la nature** : L'appel à "la nature" est souvent utilisé par les franges réactionnaires des écologistes afin de naturaliser les rapports sociaux inégalitaires et de les rendre acceptables. Par exemple, Pierre Rabhi prônait la "complémentarité entre les genres" plutôt que l'égalité et exprimait des préoccupations concernant le caractère "contre-nature" de l'homoparentalité. Cet argument, qui valorise la primauté de la nature, permet également à l'extrême droite de rejeter des pratiques telles que la PMA, l'avortement, l'euthanasie, les qualifiant de "non naturelles". Cela les pousse à s'opposer aux combats féministes et LGBT+.

Notons par ailleurs qu'il n'est pas si aisé de définir ce qu'est "la nature", car les définitions divergent selon les lieux et les époques. De plus, d'un point de vue purement scientifique, la distinction entre ce qui serait "naturel" et ce qui serait "chimique" ou "non naturel" – sur laquelle se base notamment le label bio – est floue et artificielle. En effet, le terme chimique désigne ce qui est relatif à la chimie, et en ce sens, une fraise est chimique. Ajoutons que ce qui est non transformé n'est pas forcément bon pour la santé : il est, par exemple, déconseillé de manger des amanites phalloïdes. Cette vision de "la nature" ouvre la porte à de nombreux discours confusionnistes.

Nous retrouvons dans cette idée un rejet de la "modernité" (qui peut se définir selon ce qui nous arrange), propre à l'extrême droite, qui viendrait corrompre une "nature" bonne par essence.

3. **Romantisation d'un "passé mystifié"** : En lien avec ce rejet de la modernité, nous retrouvons le fameux "c'était mieux avant", cher à l'extrême droite, que partagent certains et certaines écologistes, qui fantasment une période où nous polluions moins. Ce discours s'accompagne souvent d'un rejet de la technologie, alors que celle-ci pourrait être émancipatrice dans une société non capitaliste.
4. **La tentation autoritaire** : Au vu de la situation climatique, il peut être tentant pour certaines personnes d'en appeler à une "dictature verte", la démocratie étant perçue comme incapable de répondre à une telle situation. Nous avons également assisté en France à l'inquiétante revendication d'un "état d'urgence climatique". Rappelons qu'un régime autoritaire est une composante de l'extrême droite et qu'à l'heure de la montée des extrêmes droites en Europe, nous devons être doublement vigilant·es.
5. **La vision apocalyptique** : La collapsologie et sa principale idée d'un effondrement imminent se sont énormément diffusées ces dernières années, notamment parmi les écologistes. Pourtant, ce concept est régulièrement remis en cause en raison de ses aspects millénaristes, fourre-tout et eurocentriques, ainsi que pour les solutions individuelles et de repli prônées par ses défenseur·euses, plutôt que des solutions collectives et égalitaires.

Au-delà de ces critiques, il est aisé pour l'extrême droite de s'approprier de ce discours effondriste. En effet, l'idée d'un déclin civilisationnel est centrale à l'extrême droite depuis sa constitution. Certains reprennent à leur compte cette idée d'effondrement en lui ajoutant une dimension culturelle. Ils articulent cette vision avec celle du choc des civilisations, et certains, comme Guillaume Faye, théorisent l'accélération du « grand remplacement » en raison de la crise climatique. Cette idée

d'effondrement alimente également un imaginaire de guerre civile et de survivalisme d'extrême droite.

Rejet de la science : Ce rejet de la science ne concerne évidemment pas toutes les franges écologistes et de nombreux scientifiques alertent chaque année sur la situation climatique. Néanmoins, force est de constater qu'au sein de certaines franges, il existe un rapport complexe aux arguments scientifiques : nucléaire, label bio, ésotérisme, vaccins, etc. Or, ce rejet de la science est une composante essentielle de l'extrême droite, qui s'est constituée en opposition aux idées des Lumières, prônant le « bon sens » plutôt que la raison. Notons tout de même que les idées des Lumières sont critiquables à de nombreux égards, notamment en raison de leur caractère colonial.

Rappelons, à l'instar des autres arguments exposés, qu'une méfiance envers « la science » n'amène pas automatiquement vers l'extrême droite. Toutefois, il s'agit de rester vigilant : les manifestations anti-masques et antivax ont démontré que l'extrême droite pouvait aisément s'approprier ces thématiques.

Le localisme : Un des points phares de l'écologie est la promotion du « consommer local ». Il est plus qu'urgent de définir ce que nous entendons par cette expression afin de contrer l'extrême droite, qui revendique également une revalorisation du local et des produits nationaux, mais pour des raisons identitaires. Certains identitaires affirment même qu'il existerait un lien naturel, quasi mystique, entre une terre et son peuple. Ce localisme identitaire prône la protection des particularismes de la civilisation européenne, ce qui, dans leur discours, revient à défendre une pureté culturelle et à s'opposer au métissage.

L'écologie identitaire promeut ainsi la préservation des espaces de vie nationaux, la défense de la civilisation européenne, un retour aux valeurs ancestrales et « naturelles » tout en fantasmant l'image du paysan enraciné. Dans cette logique, certains à l'extrême droite prônent l'achat de fermes ou la création de communautés telles que les ZID (zones identitaires à défendre), à l'instar de certains Youtubers tels que Papacito, Baptiste Marchais ou Alain Soral.

En conclusion, face au risque d'appropriation des idées écologistes par les mouvements fascistes, voire à une recomposition du mouvement fasciste, il est impératif de politiser notre discours écologique afin de neutraliser toute tentative de récupération par l'extrême droite à travers des arguments confusionnistes. Nous ne pouvons nous contenter d'un discours de façade « plus inclusif », fondé uniquement sur des postures morales : il est urgent de replacer au cœur du débat écologique la question des rapports de production plutôt que celle de la consommation.

Nous devons imposer le débat sur la production, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise : de quoi avons-nous collectivement besoin et comment pouvons-nous le produire ? Battons-nous pour plus de démocratie au sein de l'entreprise, ainsi qu'en dehors, afin de détourner la production des intérêts du patronat.

Il est également essentiel de poursuivre nos efforts de formation, tant pour nous-mêmes que pour nos délégués, afin de comprendre les différentes composantes de la pensée réactionnaire, leurs transformations et complexités.

Notre syndicat a un rôle primordial à jouer face à la situation climatique et doit continuer à assumer et renforcer ce rôle, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Enseignement, culture : entre propagande et radicalité

Les leaders de l'extrême droite européenne ne cachent pas leur intention de gagner la bataille culturelle et d'atteindre une position hégémonique. Leur stratégie consiste à banaliser leurs idées, à les rendre respectables, et contaminer de la sorte les médias et les arts. Ils tentent de conquérir une hégémonie culturelle, qui doit leur permettre d'obtenir l'adhésion du peuple, et à terme, la légitimité du pouvoir. L'extrême droite mise aujourd'hui sur une jeunesse, qui est devenue captive à leurs idées.

Cette bataille des idées et de la culture est essentielle. Elle s'exerce à travers les médias, la création artistique, et bien sûr, l'école.

La stratégie de l'extrême droite passe aujourd'hui par l'enseignement. Elle revendique un retour à une école traditionnelle et, comme on a pu l'observer en Belgique lors des mouvements contre l'EVRAS, n'hésite pas à exploiter la peur des parents vis-à-vis des cours d'éducation sexuelle et des théories du genre.

Il est essentiel de faire connaître l'histoire économique et sociale de notre ville, ses liens avec l'exploitation coloniale, de déconstruire les stéréotypes identitaires et de rappeler les hauts faits de résistance du monde ouvrier contre le nazisme. Pour cela, la création culturelle consiste un atout pour conscientiser toutes et tous aux risques que représente l'extrême droite.

Cependant, les médias culturels sont aujourd'hui dominés par l'argent. L'art « officiel » est devenu une niche réservée aux riches, en rupture totale avec la réalité vécue par la population. En Flandre, la droite a supprimé tous les financements destinés aux associations culturelles progressistes, autrefois particulièrement créatives et novatrices.

Par ailleurs, tout se déroule aujourd'hui sur les réseaux sociaux, souvent hors de nos radars. L'extrême droite a parfaitement bien compris cet enjeu et investit la toile avec d'importants moyens. Pendant ce temps, nous sommes littéralement restés en retrait face à ce défi des nouveaux médias virtuels.

Le mouvement syndical ne met plus les performances artistiques au cœur de ses luttes et de ses manifestations publiques. Pourtant, un important travail de déconstruction de la culture dominante reste à accomplir. Des mouvements citoyens comme *Hart Boven Hard*, *Tam-Tam*, *Coalition 8 mai*, et bien d'autres, l'ont compris en innovant dans leurs modes de communication. Le rap, le slam et ces nouveaux moyens de révolte urbaine devraient être davantage valorisés dans nos outils de communication syndicale. De nombreux espaces libres dans la ville peuvent être investis pour exprimer nos aspirations à un monde meilleur, plus libre, égalitaire et fraternel.

Notre stratégie de communication doit être pensée comme une véritable guérilla urbaine.

Racisme et antisémitisme

Nous savons que les races n'existent pas sur le plan biologique, mais leur invocation reste, pour nombre de personnes insécurisées, une lecture facile du monde, qui catégorise et stigmatise les hommes et les femmes. Nombreux sont ceux et celles qui se voient attribuer une race donnée, une religion déterminée ou même qui s'en revendiquent eux-mêmes pour se protéger de cette société cosmopolite qui leur est hostile.

Il ne s'agit pas de définir le racisme tant sur un plan juridique ou sociologique, ou sous un prisme interdisciplinaire. Toutefois, nous devons relever que le Larousse définit le racisme comme une « idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les races, un comportement inspiré par cette idéologie » ou, de manière plus générale, « une attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes⁹. »

L'ostracisme reste très virulent sur les lieux de travail. Les compétences des travailleurs d'origine étrangère sont souvent galvaudées. Les préjugés raciaux restent nombreux. De véritables tabous racistes persistent dans l'esprit de corps de certains services. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la question des signes convictionnels se focalise sur la religion présumée des personnes d'origine maghrébine, et plus particulièrement sur celle des femmes.

L'hospitalité n'est pas vraiment une valeur partagée. Nous accueillons mal l'autre. Un racisme ordinaire, fait de préjugés inconscients, reste hélas de mise, y compris dans nos rangs. Si l'organisation syndicale en a pris la mesure, elle est bien en peine d'en éradiquer la pugnacité. Cette question doit rester en haut de nos priorités syndicales. Un important travail éducatif doit être mené.

Le monde du travail doit prendre conscience que le racisme est avant tout un outil de domination économique, visant à diviser les travailleurs et travailleuses, particulièrement dans le contexte d'austérité actuel.

L'entreprise, lieu où plusieurs groupes se retrouvent pour produire, est devenue un espace d'expression de la différenciation. Le travailleur migrant est considéré comme l'indésirable qui vole le travail des nationaux au chômage. Certaines situations conduisent à l'organisation de mécanismes de discrimination organisée, directement ou indirectement.

Les travailleurs sans papiers sont les esclaves d'aujourd'hui, avec lesquels la société d'accueil entretient un rapport très ambigu. Ils sont à la fois les repoussoirs de toute la misère du monde que l'on ne veut pas à côté de soi et une main-d'œuvre bon marché, bien utile pour toute une série de travaux ingrats, qui englobe des secteurs tels que la construction, l'Horeca, le nettoyage, l'aide aux personnes, le transport, la sécurité, etc., dont personne ne veut payer le juste coût social. Il est important de se rappeler que la construction du métro bruxellois, comme bien d'autres grands chantiers urbains, n'aurait pas pu se réaliser sans cette main-d'œuvre immigrée, venue sans le sous, pour travailler pour presque rien.

⁹ Larousse. *Racisme*. « Dictionnaire de la langue française ». <https://larousse.fr/dictionnaires/francais/racisme/65932?q=racisme#65185>

La social-démocratie n'a pas réussi dans son ambition de réduire la misère dans le monde ; au contraire, elle a échoué dans les relations nord-sud en privilégiant l'exploitation post-coloniale des ressources naturelles au détriment de la coopération et du développement. Pourtant, tout le monde sait pertinemment que la seule issue à la crise migratoire réside dans la paix et le développement. Mais qui s'en préoccupe vraiment ?

C'est pourquoi un important travail de décolonisation de la pensée doit être entrepris. A ce titre, la rénovation du musée colonial de Tervuren est un échec. Ce travail doit également être mené au sein même de l'organisation syndicale. Nous savons que la croissance économique à laquelle nous aspirons reste, à ce jour, fortement tributaire de l'exploitation post-coloniale.

Conclusions

Il est impératif de vaincre notre timidité syndicale face aux argumentaires de l'extrême droite, qui envahissent la société et sont devenus très matures. Les valeurs de la gauche et du mouvement syndical reposent sur une solidarité générale, inclusive et généreuse, pour toutes et tous. En revanche, les néo-conservateurs et l'extrême droite utilisent un « nous » exclusif (nous contre eux : les immigrés, les jeunes, les femmes, les malades, etc.). Ce « nous » exclusif génère haine et violence. Il conduit à l'apologie de la mort, sur laquelle les régimes fascistes et nazis ont conquis l'adhésion populaire. Les luttes syndicales, quant à elles, mobilisent nos aspirations à la vie, à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.

Notre travail syndical se base sur des analyses scientifiques comparatives, tandis que les néo-conservateurs simplifient leurs positions et communiquent uniquement par le biais de slogans et de symboles.

Le rappel des fondements politiques et idéologiques de l'extrême droite et de la pensée fasciste permettent de conclure que, même si par moment, les syndicats dénoncent des situations identiques à celles dénoncées par les néo-conservateurs (par exemple, le fait que les personnes fortunées ne contribuent pas suffisamment à l'impôt), nos objectifs diffèrent fondamentalement car nos valeurs ne sont pas les mêmes. La vision progressiste et syndicale est à l'opposé de celle de l'extrême droite.

La position des syndicats dans la société leur permet également de répondre à un manque de confiance envers la démocratie qui s'est développé dans la population, ce qui peut constituer un terrain fertile pour l'idéologie fasciste. Les Gilets jaunes mettent en avant, parmi leurs revendications, le développement d'une démocratie plus participative. Les syndicats doivent être et demeurer des acteurs de la démocratie.

Le travail du groupe ne fait que commencer. Nous plaillons pour un militantisme actif et plus visible.

Ont contribué à ce texte :

Bernardo Y Garcia Luis Angel, Bruyninckx Micheline, Bureau Aurore, Buysens Eric, Demeulemeester Valérie, Emili Pietro, Fervaille Dominique, Geraci Vincent, Gillard Florian, Giraldo Mery, Hamzi Yacine, Houmey Spéro, Laikauf Camilla, Pungu Gratia, Latour Catherine, Leonard Valentine, Léonard Juliette, Lodonou Yves, Matabisi Chantal, Mugemangango Gerard, Nelen Martijn, Nono Joséphine, Oasini Meena, Revelo Marisol-Soledad, Schelck Miguel, Struelens Antoine, Van Campenhout Martine, Vandeplas Gaetan, Vanhoestenberghé Emilie, Verhaegen Mathieu.